

# INFOTEXTES



## LE RÉPERTOIRE ÉLECTORAL UNIQUE (R.E.U.)

La loi du 1er août 2016 n°2016-1048 rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales vient réformer le processus d'inscription afin, en particulier, **de lutter contre les non-inscriptions et les mal-inscriptions** constatées lors des derniers scrutins.

Le nouveau processus va permettre la mise en place en 2019 d'un **Répertoire Electoral Unique (R.E.U.)** géré par l'INSEE.

Depuis les dernières élections municipales, une déclaration de candidature est désormais obligatoire pour se présenter au scrutin.



## Les principales modifications

- **le maire** sera désormais **responsable de la révision des listes électorales** (au lieu de la commission administrative, qui, modifiée, deviendra **commission de contrôle**) ;
- **les révisions** n'auront plus lieu une fois par an mais **tout au long de l'année**, et il deviendra possible **de s'inscrire jusqu'au 6e vendredi précédant chaque scrutin** – et non plus au 31 décembre de l'année précédente.
- les **inscriptions d'office** seront **effectuées par l'Insee**, ainsi que **les radiations** suite à une inscription dans une autre commune.
- Il n'y aura plus besoin, pour **les services communaux**, d'envoyer des documents papier à l'Insee, mais de **procéder aux saisies dans le REU**.

# Le Calendrier

- ➔ **Mai 2018** : Centralisation de toutes les listes communales par l'INSEE
- ➔ **Octobre 2018** : Constitution par l'INSEE du **Répertoire Électoral Unique** (suivant les dispositions contenues dans le **décret n°2018-343 du 9 mai 2018**)
  - Pour chaque électeur, le décret intègre les informations concernant l'état-civil complet, la situation électorale, la commune de rattachement, le numéro et l'adresse du bureau de vote, le numéro d'ordre sur la liste électorale de la commune.
  - Il est fait mention des **personnes ayant accès à ce répertoire** (agents des communes nommément désignés et habilités par le maire mais également membres de la commission de contrôle) qui ne peuvent avoir accès **qu'aux données relatives aux électeurs de leur commune**
  - **Tout électeur peut avoir accès aux données et information du R.E.U. le concernant** auprès de la Mairie et également via une télé-procédure (à définir par Arrêté)
- ➔ **Novembre 2018** : **Validation** par les communes de listes retraitées par l'INSEE et possibilité pour elles de **saisir les inscriptions** liées à des demandes **déposées entre janvier et octobre 2018**.  
  
**En Janvier 2019** : l'INSEE saisira dans le R.E.U. les saisies faites par les communes entre octobre et décembre 2018 que **les communes vérifieront** afin de **valider leur liste définitive avant mars 2019**

Décret n°2018-343 du 9 mai 2018